

Urgence humanitaire de niveau 3 en R.D. Congo

Rapport de situation n° 1 – Janvier 2018

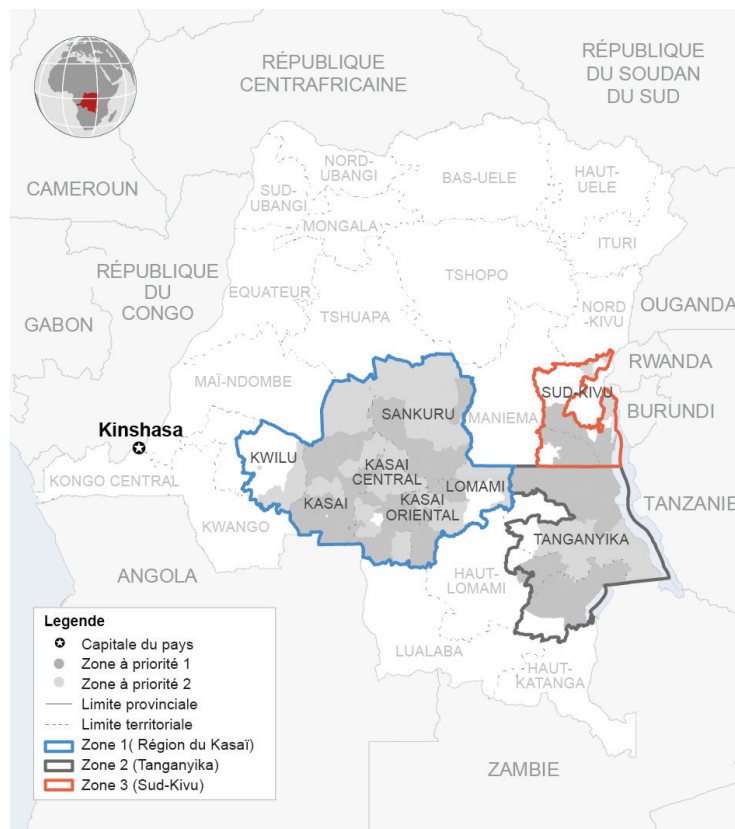
(en date du 31 janvier 2018)



Ce rapport a été produit par OCHA RD-Congo en collaboration avec les partenaires dans l'ensemble des zones déclarées en L3. Il couvre la période du 1^{er} au 31 janvier 2018. Les zones en L3 sont : (1) La Région du Kasai : Province du Kasai Central, Kasai, Kasai Oriental, Lomami, Sankuru et Kwilu; (2) La Province du Tanganyika, et les Territoires de Pweto (Province du Haut-Katanga) et de Malemba-Nkulu (Province du Haut-Lomami) ; (3) la Province du Sud-Kivu et le Territoire de Kabambare (Province du Maniema).

Faits saillants

- La situation reste extrêmement dynamique dans les trois zones L3, avec de multiples mouvements de population signalés, pour un total de près de 2,2 millions de déplacés internes et 1,8 millions de retournés.
- Dans le Haut-Katanga, 826 incidents de protection - tortures, tueries, vols des biens et extorsions- ont été rapportés par les acteurs de protection dans le seul Territoire de Pweto, du 1 janvier au 10 février 2018.
- Environ **339 000 personnes** ont reçu une assistance au mois de janvier 2018, soit soit au total 1,14 million de personnes depuis la déclaration de crise L3 (le 20 octobre 2017).
- Le 31 janvier, une enveloppe de **22 millions USD** a été allouée par le Fonds central d'intervention d'urgence (CERF), sous la fenêtre « réponse rapide », afin de renforcer les capacités des acteurs humanitaires et l'assistance dans les zones L3.
- La Région du Kasai demeure la moins couverte par l'assistance (par rapport aux besoins priorités dans les plans opérationnels L3), avec seulement 38,9 pour cent des personnes ciblées atteintes, contre 61,2 pour cent au Sud-Kivu- Kabambare, et 84,4 pour cent dans la zone de Tanganyika - Pweto - Malemba-Nkulu.



Région du Kasai :	897 476 Personnes déplacées internes	1 452 020 Retournés	1,8 M Personnes ciblées	670 743 Personnes couvertes par l'assistance
Sud-Kivu et Kabambare:	489 960 Personnes déplacées internes	141 697 Retournés	0,4 M Personnes ciblées	219 972 Personnes couvertes par l'assistance
Tanganyika, Pweto, Malemba-Nkulu :	809 183 Personnes déplacées internes	203 237 Retournés	0,6 M Personnes ciblées	456 995 Personnes couvertes par l'assistance

Pour plus d'informations, voir "contexte de la crise" à la fin de ce rapport

www.unocha.org

La mission du Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (UNOCHA) est de mobiliser et de coordonner une action humanitaire efficace dans le respect des principes humanitaires en partenariat avec les acteurs locaux et nationaux.

La coordination sauve des vies

Aperçu de la situation ¹

Région du Kasai : Dans certaines zones de la Région du Kasai, la recrudescence des conflits a entraîné des problématiques de protection ainsi que de nouveaux déplacements de population dont les chiffres sont en cours de vérification. Le 2 janvier dernier par exemple, dans la Province du Kasai Central (Territoire de Kazumba), des affrontements entre les FARDC et les miliciens Kamuina Nsapu, auraient poussé plusieurs centaines de ménages de la localité Mbulongo (à 127 km de Kananga sur l'axe Tshikapa) à fuir vers la brousse. A la même date, dans la Province du Kasai (Territoire de Kamonia), des populations de plusieurs localités situées à une vingtaine de kilomètres de Tshikapa (Mbawu, Mukwayi et Ntumba Mupoyi), se seraient également massivement déplacées vers la brousse suite à des opérations des FARDC contre les miliciens Bana Mura. D'autres déplacements ont été rapportés par des sources locales : le 29 janvier dans le Territoire de Mweka : 6 568 personnes auraient ainsi trouvé refuge dans des abris de fortune sur les axes Kakenge -Mweka, Kakenge – Bakwakenge et Kakenge – Momono.

Province du Tanganyika, Territoire de Pweto (Province du Haut-Katanga), et Territoire de Malemba-Nkulu (Province du Haut-Lomami) : Dans la Province du Haut-Katanga, plusieurs villages (Kabulembe, Kanzunzi et Lwantente) du Territoire de Pweto se seraient vidés de plus de 90 pour cent de leur population à partir du 14 janvier 2018, suite à des conflits intercommunautaires entre Batwa et Bantou – soit environ 8 652 personnes déplacées vers Lukonzolwa et Lwanza². Entre le 1^{er} janvier et le 10 février, 826 incidents de protection – tortures, tueries, vols des biens et extorsions- ont été répertoriés par les acteurs de protection dans le Territoire de Pweto, dont la plupart, dans la zone de Lukonzolwa. Parallèlement des mouvements de retour des Congolais qui s'étaient réfugiés en Zambie depuis le mois d'octobre 2017 ont été signalés: 1 752 personnes seraient rentrées dans leurs 12 villages d'origine dans le Territoire de Pweto pendant la deuxième quinzaine de janvier. Par ailleurs, dans la Province du Tanganyika (Territoire de Kongolo), près de 4 800 habitants des villages de Butondo et Mulunguyi auraient fui vers Makutano et Mbulula suite à l'attaque d'une position des FARDC par les Mayi Mayi APA NA PALE à Butondo. Dans le Territoire de Nyunzu, les violences liées aux incursions des milices (maisons incendiées, civils tués ou kidnappés) freinent l'élan de retour dans plusieurs villages. A Kalemie, 1 742 PDI ont été identifiés du 15 au 30 janvier dans le cadre d'un exercice de vérification et de collecte d'intentions de retour, dont un nombre important de ménages qui ont exprimé vouloir être relocalisés sur le site de Kalunga et une fraction souhaitant retourner dans leur zone d'origine. En raison de l'insécurité croissante, neuf acteurs humanitaires ont suspendu temporairement leurs activités dans les territoires de Nyunzu et Kalemie. Outre l'insécurité, les acteurs humanitaires font face à des contraintes administratives à l'accès, telle que la multiplicité des barrières payantes et péages des services étatiques.

Province du Sud-Kivu et Territoire de Kabambare (Province du Maniema) : Dans le Territoire de Kabambare, 15 000 personnes se seraient déplacées vers l'axe Misisi – Nyange (secteur Ngandja/Fizi) à partir du 10 janvier, suite à des opérations militaires lancées contre les Mayi-Mayi et leurs alliés Twa, dans la zone frontalière entre les provinces du Maniema, du Tanganyika et Sud Kivu. De même, le 29 janvier, 3 500 personnes auraient fui à Musochi et Mahembe suite à des affrontements à Kasanga. Dans la Province du Sud-Kivu (Territoire de Fizi), 100 000 personnes vivant dans 11 aires de santé sont affectées par les conflits, dans le contexte des opérations militaires lancées depuis le 21 janvier contre les Mayi-Mayi de la Coalition nationale pour la souveraineté du peuple congolais (CNPSC). Les violences ont également provoqué des déplacements internes, notamment 1 400 personnes à Uvira et Nemba, vivant dans des conditions précaires dans des écoles ou lieux de culte. En raison de l'insécurité, au moins deux ONG ont dû suspendre leurs activités, réduisant l'accès humanitaire au Sud de Fizi mais aussi vers Kabambare (Maniema). Entre le 24 et le 30 janvier, les violences auraient aussi poussé près de 7 000 congolais à traverser le Lac Tanganyika pour trouver refuge au Burundi. Parmi ces demandeurs d'asiles, 1 200 ont déjà été transférés par le Haut Commissariat pour les Réfugiés (UNHCR) vers trois sites de transit³. Au 30 janvier, un calme précaire était observé dans la presqu'île d'Ubwari, favorisant de timides mouvements de retour des déplacés internes dans certaines localités. Cependant, ces personnes se trouvaient dans une grande précarité car les habitations, structures sanitaires et écoles avaient été pillées ou détruites. La situation humanitaire demeurerait tributaire du contexte instable dans la zone.

¹ Les chiffres de déplacements de population mentionnés dans l'Aperçu de la situation ne sont pas encore vérifiés mais ils sont ici mentionnés pour refléter le caractère dynamique de la crise. Seuls les chiffres mentionnés en page 1 sont les chiffres officiels validés.

² Rapport de mission inter-agences à Pweto du 31 janvier au 10 février.

³ "DRC Congo violence sees surge in refugees fleeing eastwards", UNHCR, 30 January 2018. <http://www.unhcr.org/5a7037ab4.html>

Financement⁴

Selon les Plans opérationnels finalisés en décembre 2017 par la communauté humanitaire, un montant total de **418 millions de dollars US** est nécessaire pour l'aide humanitaire dans les trois zones L3 pour répondre aux besoins les plus urgents :

- **241,6 millions USD** sont requis pour la réponse dans la Région des Kasai et les Provinces du Kwilu et du Lualaba ;
- **106,4 millions USD** sont requis pour la réponse dans la Province du Tanganyika, et les Territoires de Pweto (Province du Haut-Katanga) et Malemba-Nkulu (Province du Haut-Lomami);
- **70,2 millions USD** sont requis pour l'assistance dans les Provinces du Sud-Kivu et le Territoire de Kabambare (Province du Maniema).

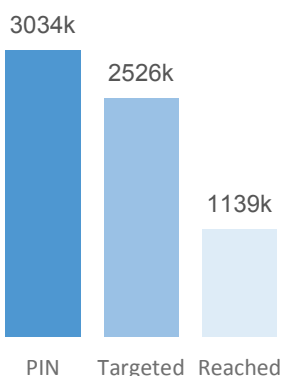
Le 31 janvier, une enveloppe de 22 millions de dollars américains a été allouée par le Fonds central d'intervention d'urgence (CERF), sous la fenêtre « réponse rapide », avec pour but de renforcer les capacités des acteurs humanitaires dans les pôles opérationnels (ou « hubs »), en lien avec les « benchmarks » L3, et l'objectif stratégique n°4 du Plan de Réponse Humanitaire 2017-2019 sur la rapidité, l'efficacité et l'impact de la réponse humanitaire. La stratégie s'articule autour de trois piliers innovants : renforcement des capacités de coordination, renforcement des capacités en logistique et télécommunication d'urgence, amélioration de la capacité d'analyse et de suivi des besoins (à travers la mise à disposition d'un financement ad hoc pour la conduite des évaluations rapides). Environ 65 pour cent de l'enveloppe (14,5 millions USD) seront consacrés à l'assistance multisectorielle, considérée comme complémentaire à la mise en œuvre des piliers innovants. Les secteurs ayant des capacités prépositionnées et des modalités d'interventions cohérentes avec les requis du financement ont été privilégiés : épidémies, AME, sécurité alimentaire, protection de l'enfant, prise en charge des VBG, et santé reproductive.

D'autre part, au 31 janvier, une proposition était en cours de soumission⁵ concernant une allocation CERF de 28 millions USD sous la fenêtre « crise sous financée ». Une partie de ces fonds seront consacrés à l'assistance dans les zones L3, en complément de l'allocation « réponse rapide ». Par ailleurs une consultation était en cours afin de sélectionner les secteurs à prioriser pour l'allocation d'urgence du Fonds Humanitaire RDC d'un montant de 20 millions de dollars US. A travers la complémentarité entre ces trois financements, l'approche consiste à assurer un alignement avec la stratégie de réponse multisectorielle telle que définie dans le PRH.

Le montant total requis dans le Plan de Réponse Humanitaire 2018 pour la RDC pour l'ensemble de la réponse dans le pays est de 1,68 milliard de dollars US pour venir en aide à 10,5 millions de personnes.

Réponse humanitaire

- Le Plan opérationnel « Région des Kasai, et Provinces du Kwilu et du Lualaba » cible 1 811 000 de personnes.
- Le Plan opérationnel « Tanganyika, Pweto et Malemba-Nkulu » cible 622 183 personnes ;
- Et le Plan opérationnel « Sud-Kivu – Kabambare » cible 363 500 personnes.



Depuis la déclaration de crise L3 (le 20 octobre 2017) et jusqu'au 31 janvier 2018, 1 138 760 personnes ont bénéficié d'une assistance soit environ 45 pour cent des personnes ciblées. Les secteurs les mieux couverts sont : Eau Hygiène et Assainissement (44,1 pour cent des personnes ciblées atteintes), Sécurité alimentaire (45 pour cent), Nutrition (34,6 pour cent). Les secteurs les moins couverts sont : Education (29,4 pour cent), Santé (28,3 pour cent), AME/Abris (27,8 pour cent) et Protection (8 pour cent).

Le détail de l'assistance sectorielle est présenté ci-après par ordre alphabétique, sauf pour le secteur Logistique qui, en tant que support, apparaît à la fin de la section.

⁴ A l'heure actuelle, l'exercice de collecte de données auprès des bailleurs de fonds pour le suivi des financements alloués aux zones L3 n'a pas abouti, faute d'informations disponibles.

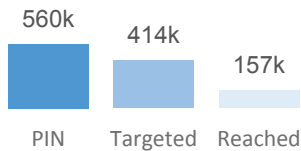
⁵ Au 31 janvier 2018



Articles Ménagers Essentiels (AME) / Abri d'urgence

Région du Kasai :

- En janvier 2018, 13 190 personnes (2 638 ménages) ont reçu une assistance dans le secteur Abris et AME. Il s'agit de 7 035 personnes (1 407 ménages) dans la Province du Kasai Central, et 6 155 personnes (1 232 ménages) dans la Province du Kasai Oriental.



- Au total 157 356 personnes ont été atteintes depuis le début de la réponse L3 soit 37,9 pour cent des 414 263 personnes ciblées par ce secteur dans le Plan opérationnel.

- 256 907 personnes ont encore besoin d'une assistance d'urgence en AME/ Abris dans la région du Kasai.

986 900

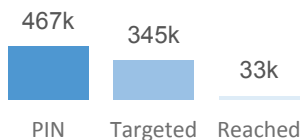
Personnes ciblées par l'assistance en AME dans les trois zone L3

274 347

Personnes couvertes par l'assistance en AME dans les trois zone L3

Tanganyika – Pweto – Malemba-Nkulu :

- Durant le mois de janvier 2018, 4 555 personnes (911 ménages) ont reçu une assistance dans le secteur Abris et AME. Cette assistance s'est concentrée dans la Province du Tanganyika. Il s'agit essentiellement d'une foire aux AME organisée à Kongolo du 17 au 20 janvier, et de la construction d'abris à Kalemie (axe Kabutonga).



- Au total 33 423 personnes ont été atteintes depuis le début de la réponse L3 soit 9,6 pour cent des 345 273 personnes ciblées par ce secteur dans le Plan opérationnel

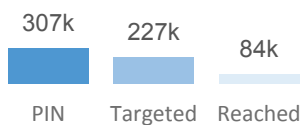
- 311 850 personnes ont encore besoin d'une assistance d'urgence en AME/ Abris. Les territoires de Nyunzu , Kongolo, Manono restent les plus prioritaires en ce qui concerne les besoins en AME pour les PDI comme pour les personnes retournées.

Sud-Kivu – Kabambare

- 12 090 personnes (2 418 ménages) ont reçu une assistance en AME/ abris durant le mois de janvier 2018 dans la zone Sud-Kivu – Kabambare.

- Au total, 83 569 personnes ont été couvertes par l'assistance depuis la déclaration L3, soit 36,7 pour cent des personnes ciblées.

- 143 797 personnes ont encore besoin d'une assistance dans cette zone. D'immenses besoins perdurent sur la presqu'île d'Ubwari (peu accessible en raison de contraintes sécuritaires), et dans le Territoire de Kabambare.



Eau, hygiène et assainissement (EHA)⁶

Région du Kasai :

- 186 513 personnes ont bénéficié d'une assistance en EHA en janvier 2018. Il s'agit de 74 605 enfants, 65 280 femmes, et 46 628 hommes.
- Ces bénéficiaires ont reçu une assistance EHA coordonnée dans les Provinces du Kasai (zone de santé de Tshikapa, Luebo, Mweka, Ilebo, Mikope et

1 519 321

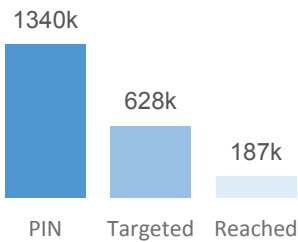
Personnes ciblées par l'assistance en EHA dans les trois zone L3

670 970

Personnes couvertes par l'assistance en EHA dans les trois zone L3

⁶ Du 25 octobre 2017 au 5 janvier 2018

Mushenge) et une réponse rapide dans la Province du Kasai Central (ZS de Bukonde). Divers types d'activité ont été réalisés notamment : l'aménagement des sources d'eau et de points de chloration, la réalisation de forages à Tshikapa, et la désinfection de centres de traitement du choléra (CTC). De plus, des sensibilisations sur les mesures préventives sur le choléra ont été organisées dans 3 ZS (Mikope, Ilebo et Mushenge).



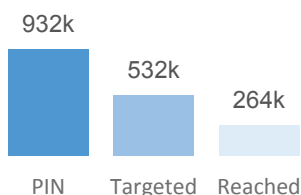
- Au total 186 513 personnes ont bénéficié d'une assistance en EHA dans la Région du Kasai depuis la déclaration L3, soit 29,7 pour cent des 628 006 personnes ciblées par ce secteur dans le Plan opérationnel pour la région du Kasai.

- 441 493 personnes ne sont pas couvertes par l'assistance en EHA. Les besoins sont particulièrement importants en matière de kits EHA communautaire, Wash in Nutrition, et accès à l'EHA. Les zones en « priorité 1 » se trouvent dans la province du Kasai Central : ZS de Muetsi, Katende, Tshikula (partiel), Lubodayi, Ndekesha, Tshikaji (partiel). On compte également certaines zones en

« priorité 2 » telles que Luiza, Luambo, Demba (Province du Kasai Central), ainsi que Mutena, Luebo (partiel) et Mweka (partiel) (Province du Kasai).

Tanganyika – Pweto – Malemba-Nkulu

- En janvier 2018, 247 789 personnes ont eu accès à l'assistance en EHA dans les territoires de Malemba Nkulu et 16 696 personnes dans le territoire de Pweto.



- Ces personnes ont notamment bénéficié des activités suivantes dans les ZS Malemba et Mulongo : Réhabilitation et aménagement des points d'eau et réponse d'urgence EHA au choléra à travers l'organisation de la chloration de l'eau dans les zones de santé, et désinfection des foyers. A cela s'ajoutent : l'aménagement des latrines scolaires et dans les structures sanitaires dans la ZS Pweto. Des sensibilisations sur les pratiques d'hygiène ont aussi été réalisées dans l'ensemble des ZS susnommées.

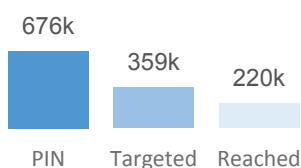
- Cette assistance s'est concentrée dans la Province du Tanganyika : Territoires de Kalemie (zones de santé de Kalemie, Nyemba) Manono (ZS d'Ankoro, Manono) Kongolo (ZS de Kongolo, Mbulula) et Kabalo (ZS de Kabalo). Divers types d'activités ont été réalisés : chloration, sensibilisations,

désinfections des foyers cholériques, réhabilitation de points d'eau, enterrements sécurisés des cas de choléra, et aménagement de latrines.

- Au total 264 485 personnes ont reçu une assistance en EHA depuis la déclaration L3, soit 49,7 pour cent des 932 250 personnes ciblées par ce secteur dans le Plan opérationnel Tanganyika-Pweto-Malemba-Nkulu.
- 267 428 personnes ont encore besoin d'une assistance d'urgence en EHA. Les besoins les plus pressants sont notamment : Étendre la réponse à un plus grand nombre d'écoles (en particulier celles touchées par les conflits), Fournir des kits d'assainissement dans les écoles accueillant des retournés ; Et fournir un paquet EHA dans les centres de santé et les centres de nutrition (en particulier dans les milieux d'accueil des déplacés). A noter que les besoins sont particulièrement importants pour les déplacés dans le Territoire de Kongolo.

Sud-Kivu – Kabambare :

- 219 972 personnes ont eu accès à l'assistance en EHA en janvier 2018 dans les territoires d'Uvira, Fizi (Province du Sud Kivu) et de Kabambare (Province du Maniema). Il s'agit de 105 587 hommes, 114 385 femmes, 54 095 filles et 50 682 garçons.



- Les principales activités d'assistance qui ont été réalisées en janvier sont : la réhabilitation et l'aménagement de points d'eau dans les zones de santé d'Uvira, Fizi et Kimbi – Lulenge ; la réponse d'urgence EHA au choléra à travers la chloration de l'eau (dans les ZS d'Uvira, Minova, Nundu, Fizi et Kimbi-Lulenge), la désinfection des foyers de choléra ; l'aménagement des latrines scolaires et dans les structures sanitaires, et la sensibilisation sur les pratiques d'hygiène.

- Au total 219 972 ont bénéficié d'une assistance en EHA dans la zone Sud-Kivu - Kabambare depuis la déclaration L3, soit 61,2 pour cent des 359 402 personnes ciblées par ce secteur dans le Plan opérationnel pour cette zone. Il s'agit de 55 923 femmes, 51 621 hommes, 51 620 filles et 47 650 garçons.

- En termes de gaps, 139 430 personnes sont toujours sans assistance. D'importants besoins sont rapportés sur

la presqu'île d'Ubwari suite à de récents déplacements de populations et nécessitent la conduite d'une mission d'évaluation sur place.

Education

Région du Kasai:

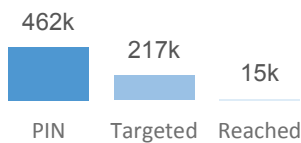
- En janvier 2018, 2 886 personnes ont reçu une assistance en éducation, dont 2 404 enfants (y compris 1 028 filles) et 482 personnels éducatifs (y compris 112 femmes).
- Les principales activités réalisées ont été les suivantes :

480 114

Personnes ciblées par l'assistance en Education dans les trois zone L3

141 487

Personnes couvertes par l'assistance en Education dans les trois zone L3



- Mise en place des salles des classes d'apprentissage temporaires avec les tentes : 6 tentes de 2 salles de classe ont été installées au sein de trois écoles primaires au Kasai Central ; 10 espaces d'apprentissage temporaires ont été mis en place et 2 584 élèves (1 120 filles) ont eu accès à une éducation de qualité dans des EAT au Kasai.

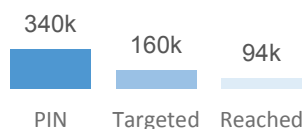
- Mise en place des salles des classes semi-temporaires avec tôles (hangar en semi dur) à travers une approche communautaire : 1 hangar de 3 salles de classes est en cours de construction dans une école dans la ZS de Tshikaji à environ 20 kms de la ville de Kananga (Kasai Central)

- Mise en place de cabines de latrines selon les standards SPHERE/Cluster EHA: 15 cabines de latrines scolaires temporaires sont construites dans trois écoles primaires au Kasai Central.

- Equipement des salles de classes (semi-)temporaires : Au Kasai Central, 12 salles de classes temporaires ont été équipées dans trois écoles (bancs-pupitres, tableau noir, table et chaise pour l'enseignant).
 - Récupération pour les enfants déscolarisés à cause de la crise : 1 500 enfants (dont 785 filles) ont suivi ces cours au Kasai Oriental et dans la Lomami.
 - Formations des personnels éducatifs : Au Kasai, 390 enseignants (dont 105 femmes) ont été formés sur les compétences de vie courante, l'éducation à la paix, les méthodes actives et participatives, l'appui psychosocial, et sur le rattrapage scolaire ; Au Kasai Oriental et dans la Lomami, 136 personnels éducatifs (30 inspecteurs et 106 enseignants et directeurs, dont 19 femmes) ont été formés sur l'éducation à la paix.
 - Mise en place de 150 membres (dont 46 femmes) de 15 comités de jeux récréatifs dans 15 écoles d'interventions (Kasai Oriental).
- Au total, 14 971 personnes ont bénéficié d'un appui en éducation depuis le début de la réponse L3, soit 6,9 pour cent des 217 071 personnes ciblées ce secteur dans le Plan opérationnel de la Région du Kasai.
 - D'immenses besoins persistent, puisque 202 100 personnes en attente d'assistance. La résurgence des conflits armés rend difficile l'accès aux trois écoles primaires basées à Tshimpindinga dans la ZS de Kananga (Kasai Central). Le risque de voir ces écoles être incendiées est grand. Des tentes supplémentaires sont nécessaires pour la construction d'écoles temporaires au Kasai Central. Il y a également un besoin de récupération pour les 1 533 enfants (dont 1 524 filles) déscolarisés restants n'ayant pas achevés le programme scolaires 2016- 2017.

Tanganyika – Pweto – Malemba-Nkulu :

- 46 621 enfants (dont 21,397 filles) et 744 enseignants (dont 210 femmes) ont reçu une assistance en janvier 2018. Divers types d'activités d'assistance ont été réalisées à Kalemie, Kabalo, Nyunzu et Moba. Il s'agit notamment de : formation de 30 enseignants (dont 19 femmes) sur les méthodes de rattrapage scolaire ; cours de récupération en faveur de 4 000 enfants vulnérables (dont 1903 filles) affectés par les conflits ; Formation de 744 enseignants (dont 210 femmes) ; Plaidoyer pour l'exonération des frais scolaires pour les enfants déplacés ; Distribution de fournitures scolaires et cartables à 4000 élèves (dont 1 903 filles).

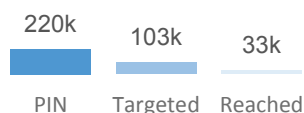


- Au total 93 994 personnes ont reçu une assistance en éducation depuis le début de la réponse L3 soit près de 58,7 pour cent des 159 876 personnes ciblées par ce secteur dans le Plan opérationnel Tanganyika – Pweto - Malemba-Nkulu. D'importants gaps persistent dans toutes la zone, avec 65 882 personnes toujours en attente d'une assistance en éducation, en particulier Nyunzu,

Manono, Ankoro et Kongolo. Il est aussi constaté le manque d'espaces temporaires d'apprentissage pour encadrer les activités de rattrapage scolaire.

Sud-Kivu – Kabambare:

- 12 055 personnes reçu une assistance en éducation en janvier 2018. Il s'agit de 11 726 enfants (dont 5 863 filles) et 329 personnel éducatif (dont 49 femmes). L'assistance a été apportée à travers des distributions de kits pédagogiques et récréatifs, et des formations en matière de support psychosocial pour le personnel éducatif. Ces activités ont ciblé les Territoires de Fizi et Kalehe (Sud-Kivu) et Kabambare (Maniema)
- Au total 32 522 personnes ont bénéficié d'une réponse en éducation depuis le début de la réponse L3, soit près de 31,5 pour cent des 103 167 ciblées par ce secteur dans le Plan opérationnel pour la Province du Sud-Kivu et le Territoire de Kabambare (Province du Maniema).



- 70 645 personnes sont toujours en attente d'assistance en éducation. Des gaps persistent dans les Territoires de Fizi, Kabambare, et Kalehe. 71 291 enfants (dont la moitié de filles) de 6 à 11 ans sont en rupture scolaire. 117 écoles ont été attaquées (dont 87 n'ont pas encore été remises en état) et 27 écoles ne sont plus opérationnelles. 2 271 enseignants ont besoin d'être formés. Il est également nécessaire de conduire des évaluation dans les zones nouvellement affectées par des déplacement, comme par exemple sur l'axe Kizimiya dans le Territoire de Fizi.

**Nutrition**

- Chiffres de janvier en cours de vérification.
- Les chiffres d'ensemble rapportés dans les encarts reflètent la situation au 31 décembre 2017.

531 799

Personnes ciblées par l'assistance en Nutrition dans les trois zone L3

184 332

Personnes couvertes par l'assistance en Nutrition dans les trois zone L3

**Protection****Région du Kasai :**

106 845 personnes ont bénéficié d'une assistance en protection depuis la déclaration L3, soit 12,4 pour cent des 859 128 personnes ciblées par ce secteur dans le Plan Opérationnel pour la Région du Kasai.

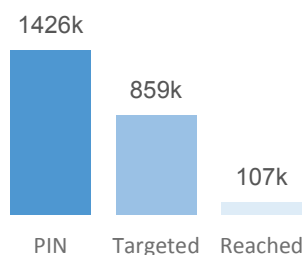
1 865 706

Personnes ciblées par l'assistance en Protection dans les trois zone L3

141 117

Personnes couvertes par l'assistance en Protection dans les trois zone L3

Protection générale



- Dans la Province du Kasai Oriental, des opérations d'identification des PDI se sont déroulées au mois de janvier 2018 dans la ville de Mbuji-Mayi: 600 ménages de 2 474 personnes (dont 922 femmes et 666 enfants) ont été identifiés dans les cinq communes. La majorité des enfants sont des filles dont la tranche d'âge varie entre 1 et 13 ans. De plus, cinq bureaux principaux de l'Etat civil qui avaient été brûlés par la milice à Kabeya Kamuanga ont été appuyés pour le rétablissement de l'état civil. A cela s'ajoutent l'enregistrement de 3 500 naissances (dont 1 813 filles) de 0 à 90 jours.

• En termes de gaps il faut souligner que les acteurs locaux (ONG nationales) manquent de moyens de transports pour effectuer des missions sur le terrain pour le suivi des activités de protection. Certains utilisent des motos taxi. Ces acteurs manquent aussi de moyens financiers pour le renforcement de capacités en référencement. Par ailleurs les données sur les incidents de protection dans la Province du Kasai ne sont pas disponibles car les activités de monitoring de protection n'ont pas démarré.

Protection de l'Enfant

- 4 007 enfants (dont 2 012 filles) ont reçu une assistance en protection de l'Enfant durant le mois de janvier 2018 dans la région du Kasai. Les diverses activités réalisées sont notamment : la prise en charge des enfants associés aux forces et réunification familiale des enfants séparés et non accompagnés ; l'appui psychosocial aux enfants déplacés, réfugiés et retournés assistés dans des espaces protecteurs. Ces activités ont principalement ciblé les Provinces du Kasai (Ville de Tshikapa, Territoires de Kamonia et Kamako), Kasai Central (Ville de Kananga, Territoires de Luiza, Dibaya, Dimbelenge, Demba) ; Kasai Oriental (Territoires de Miabi, Tshilenge, Kabeya Kamwanga et Mbuji Mayi) ; Lomami (Ville de Mwene-Ditu, Territoires de Kamiji, Luilu).
- La couverture de l'assistance reste encore trop limitée. Dans les Provinces de la Lomami et du Kasai Oriental, une assistance supplémentaire est nécessaire en matière de réinsertion professionnelle des enfants associés aux forces et groupes armés). Au Kasai et Kasai Central, il est nécessaire de mettre en place des paquets de réinsertion/ réintégration scolaire, professionnelle et économique des enfants sortis des milices, enfants non accompagnés et survivants des violences sexuelles). Au Sankuru, de multiples besoins restent également à couvrir (prise en charge et réintégration des enfants associés aux forces et groupes armés, identification et réunification familiale des enfants séparés et non accompagnés, et appui psychosocial aux enfants déplacés, réfugiés et retournés assistés dans des espaces protecteurs).

Violences Basées sur le Genre (VBG) :

- Diverses sensibilisations ont été réalisées pendant le mois de janvier 2018 (sur les conséquences du viol, les formes de VBG, les avantages de la prise en charge dans les 72h etc.), permettant d'atteindre 16 620 personnes (dont 9 419 femmes).
- 147 cas de VBG ont été documentés (113 femmes et 34 hommes). La totalité de ces survivants a bénéficié d'une prise en charge psycho sociale, 52 d'entre eux ont reçu une assistance médicale, 25 une assistance juridique, et 13 une assistance en moyens de subsistance.
- A cela s'ajoutent des activités de renforcement des capacités sur le soutien psychosocial, les concepts de base VBG et le référencement qui ont bénéficié à 209 personnes (104 femmes et 95 hommes), essentiellement des prestataires de services (infirmiers et agents de santé), des acteurs de protection membres du Cluster.
- Néanmoins les capacités des prestataires de services demeurent globalement faibles et nécessitent davantage de renforcement sur la gestion de cas de VBG, l'appui psychosocial, le système de référencement ainsi que la collecte des données de façon éthique et sûre. En ce qui concerne la prise en charge médicale, il est rapporté un gap en termes de kits post viol.

Logement Terres Biens

- Au cours du mois de Janvier, 11 conflits ont été documenté par des acteurs protection dans les territoires de Kamonia, Mweka et Dekesse dont deux conflits liés à la terre, et 9 conflits intercommunautaires à caractère ethnique. Aucune action de médiation n'a été entreprise pour ces conflits du fait de l'implication d'acteurs politiques. Seules, les activités de sensibilisation sont en cours et sont concentrées dans le territoire de Kamonia.

- En termes de gaps, on note l'absence d'acteurs opérationnels dans la médiation et la transformation des conflits dans les tous les cinq territoires, ainsi que l'insuffisance de l'implication des autorités administratives et coutumières dans le renforcement de la cohésion sociale.

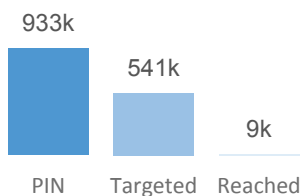
Lutte anti-mines (LAM)

- Plusieurs activités de lutte anti-mines ont été réalisées dans la Région du Kasai au cours du mois de janvier 2018, et ont bénéficié à un total de 9 958 personnes.
 - Du 13 au 15 janvier 1 781 personnes, soit 894 élèves garçons, 739 élèves filles, 29 hommes et 9 femmes dans les écoles de là sous division de Demba (Province du Kasai Central).
 - Du 15 au 17 janvier, 3 516 personnes soit 1775 élèves garçons, 1650 élèves filles, 68 hommes et 17 femmes ont bénéficié de séances de l'éducation aux risques dans les écoles de là sous division de Dimbelenge (Province du Kasai Central).
 - Du 15 au 20 janvier, 4 261 élèves (dont 1902 élèves filles), ont été sensibilisées dans les écoles situées dans la sous division Kabeya Kamuanga (Province du Kasai Oriental).

Tanganyika – Pweto – Malemba-Nkulu :

9 449 personnes ont bénéficié d'une assistance en protection depuis la déclaration L3, soit environ 1,75 pour cent des 541 237 personnes ciblées par ce secteur dans le Plan Opérationnel « Tanganyika – Pweto - Malemba-Nkulu ».

Protection générale



- A Kalemie, 1 742 PDI ont été identifiés du 15 au 30 janvier dans le centre collectif école primaire Ma Gloire, dont 891 ménages qui ont exprimé vouloir être relocalisés sur le site de Kalunga et 30 ménages veulent retourner dans leur zone d'origine. La parcellarisation et la construction de deux hangars de transit est en cours dans le site de Kalunga pour les ménages qui seront relocalisés. De plus 88 enfants non-accompagnés ou séparés ont été identifiés dans les sites de déplacement de Kalemie parmi lesquels 30 ont été réunifiés avec leur familles.

Protection de l'Enfant

- 1 331 enfants (dont 647 filles) ont reçu une assistance en protection de l'enfant durant le mois de janvier à Kalemie, Mwaka, Manono, Pweto et Lukonzuala. Les activités réalisées sont notamment : la prise en charge des enfants associés aux forces et groupes armés ; l'identification et la réunification familiale des enfants séparés et non accompagnés, et l'appui psychosocial aux enfants déplacés, réfugiés et retournés assistés dans des espaces protecteurs.
- En termes de gaps il est nécessaire de renforcer la prise en charge des enfants associés aux forces et groupes armés et de couvrir les zones encore non couvertes par l'assistance dans le Tanganyika (Territoires de Nyunzu, Kabalo, et Kongolo).

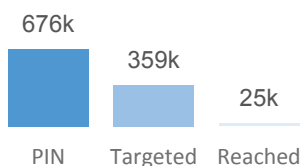
Lutte anti-mines (LAM)

- Au mois de janvier 2018, 1 129 personnes (dont 122 hommes, 172 femmes, 396 garçons et 439 filles) ont été sensibilisées sur les risques des mines et d'autres engins explosifs dans le territoire de Kalemie.

Sud-Kivu – Kabambare :

24 823 personnes ont bénéficié d'une assistance en protection, soit 6,9 pour cent des 359 402 personnes ciblées par ce secteur dans le Plan Opérationnel pour la Province du Sud-Kivu et le Territoire de Kabambare (Province du Maniema)

Protection de l'Enfant



- 1 605 enfants (dont 782 filles) ont reçu une assistance en protection de l'enfant durant le mois de janvier dans les Territoires de Fizi, et Kalehe (Province du Sud-Kivu). Les principales activités réalisées sont notamment : la prise en charge des enfants associés aux forces et groupes armés, la réintégration des enfants associés aux forces et groupes armés, l'identification et la réunification familiale des enfants séparés et non accompagnés, et l'appui psychosocial aux enfants déplacés, réfugiés et retournés assistés dans des espaces protecteurs.
- Il est primordial de renforcer ces différentes activités en particulier dans les zones non couvertes telles que les

Territoires de Shabunda, Mwenga et Kabare, ainsi que dans la plaine de la Ruzizi et les Hauts-Plateaux d'Uvira.

Lutte anti-mines (LAM)

- 98 personnes ont été sensibilisées dans le Territoire de Fizi à Makobola 2, Ilakala, Mboko, Baraka ; et d'Uvira à Sange et Kigongo. Il s'agit de 26 hommes, 17 femmes, 31 garçons et 24 filles. Une séance a aussi été organisée pour 114 personnes dans la localité de Baraka, dont 5 hommes, 1 femme, 43 garçons, et 65 filles.
- Le 29 janvier 2018, cinq victimes d'un engin explosif ont été identifiées à Sange, dont 4 tuées, et 1 blessée grave à Kigoma/Sange. 12 chefs locaux ont été sensibilisés dans le village de Sange après la découverte de 23 engins explosifs qui ont été déplacés et détruits. 5 engins explosifs ont été découverts à Walungu, 3 à Uvira, 4 à Bukavu et 11 à Fizi.
- De plus, une évaluation rapide multisectorielle a été organisée du 15 au 29 janvier 2018, dans les localités de Makobola, Ilakala, Mboko et Baraka en territoire de Fizi ; et Sange et Kigongo en territoire d'Uvira. Afin de poursuivre la réponse, il est essentiel de réaliser des missions d'évaluation supplémentaires dans la zone.



Santé

- Aucune nouvelle information reçue pour la période couverte par ce rapport.
- Les chiffres d'ensemble rapportés dans les encarts reflètent la situation au 31 décembre 2017.

1 637 454

Personnes ciblées par l'assistance en Santé dans les trois zone L3

464 115

Personnes couvertes par l'assistance en Santé dans les trois zone L3



Sécurité alimentaire

Région du Kasai:

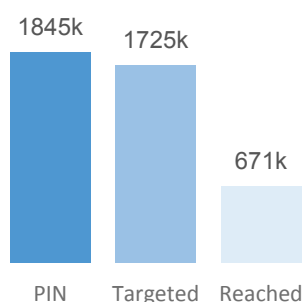
- 260 743 personnes ont reçu une assistance en sécurité alimentaire dans la Région du Kasai en janvier 2018.
- Il s'agit, pour la Province du Kasai, de 2 950 ménages (17 700 personnes) ayant bénéficié d'un appui en relance agricole ; 1 530 ménages (9 180 personnes) bénéficiaires d'un appui en maraichage ; et 193 207 ayant reçu des distributions générales de vivres. Plusieurs zones de santé ont été ciblées : Tshikapa, Kanzala, Kamonia, Kamwasha, Kalonda Ouest, Mweka, Luebo, et Nyanga.

2 526 369

Personnes ciblées par l'assistance en Sécurité Alimentaire dans les trois zone L3

1 138 760

Personnes couvertes par l'assistance en Santé dans les trois zone L3



- De plus, pour la Province du Kasai Central, 11 254 ménages ont bénéficié d'un appui en relance agricole et ou de distributions de vivres. Il s'agit de 6 450 personnes ayant reçu des intrants dans les zones de santé de Luiza, ndekesha, Tshibala, Dibaya, Lubunday, Demba ; 2 804 ménages bénéficiaires de distributions de vivre à Bakua Mpika et Bena Mbala ; et 2 000 ménages bénéficiaires de vivres semences vivrières et outils à Yangala et Maswika.

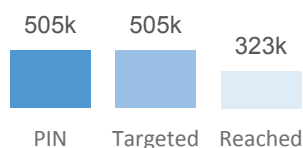
- Au total depuis la déclaration L3, l'aide a permis d'atteindre 670 743 pour cent des 1 725 151 personnes ciblées par le secteur sécurité alimentaire (38,8 pour cent) dans le Plan opérationnel de la Région du Kasai.

• Malgré les efforts en cours, d'immenses besoins demeurent, avec plus d'un million de personnes en attente d'assistance. Les gaps sont particulièrement importants dans la ZS de Mutena. Plusieurs zones de santé restent également à atteindre dans la Province du Kasai Central, notamment Luambo (Territoire de Luiza) et Kalomba (Territoire de Kazumba).

Tanganyika – Pweto – Malemba-Nkulu :

- Durant le mois de janvier 2018, 62 947 bénéficiaires ont reçu un appui en sécurité alimentaire dans la zone Tanganyika-Pweto-Malemba-Nkulu. L'assistance a principalement été fournie dans le territoire de Kalemie (Province du Tanganyika). En effet, 6 000 ménages de déplacés retournés et résidents ont reçu des intrants agricoles (ZS de Kalemie, Mwaka, Nyemba). De plus, 59 653 bénéficiaires ont reçu des vivres en nature (ZS Nyemba et Kalémie), et 564 ménages ont bénéficié de coupons de marchandises à travers des activités de foires aux vivres (ZS de Nyemba). A cela s'ajoutent, dans le Territoire de Pweto (Province du Haut-Katanga), 549 ménages ayant reçu un appui en coupons (foire alimentaire) pour un montant total de 55 215 USD.

- Au total, 322 947 personnes ont reçu une assistance en sécurité alimentaire depuis le début de la réponse sur un total de 505 454 personnes ciblées par ce secteur dans le Plan opérationnel (soit 63,8 pour cent).

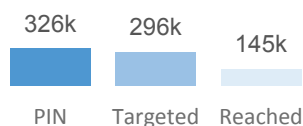


Pweto, par rapport aux chiffres de planification, en raison des récents déplacements et enregistrements en cours.

- Il est urgent de fournir une aide en sécurité alimentaire à 182 507 personnes qui n'ont pas encore été assistées. Les principaux gaps se situent dans les Territoires de Manono (ZS Ankoro), Nyunzu (ZS Nyunzu), et Kongolo (ZS Mbulua), Kalemie (ZS Nyemba). A noter qu'une relocalisation de 300 déplacés vivant dans les écoles à Kalemie est prévue vers les sites de Mwaka, Katanika et Kalunga, ce qui va générer de nouveaux besoins en vivres et intrants agricoles. Des besoins supplémentaires sont également à anticiper dans le Territoire de

Sud-Kivu – Kabambare :

- 15 070 personnes ont reçu une assistance en sécurité alimentaire dans la zone Sud-Kivu – Kabambare durant le mois de janvier 2018. Les activités ont principalement ciblé les ZS de Kaniola et Kabare dans le Sud-Kivu.



- Au total, depuis la déclaration L3, 145 070 personnes ont reçu une assistance en sécurité alimentaire sur un total de 295 764 personnes ciblées par ce secteur dans le Plan opérationnel pour la Province du Sud-Kivu et le Territoire de Kabambare (Province du Maniema) - soit 49 pour cent.

- 150 694 personnes n'ont pas encore reçu d'assistance. Une enquête EFSA (Emergency Food Security Assessment) est en cours dans le Sud-Kivu.



Logistique

- En janvier 2018, la Plateforme logistique a poursuivi ses activités de transport, entreposage, système d'information géographique, et coordination civilo-militaire, à Kananga (Kasaï Central) et à Tshikapa (Kasaï).
- Ainsi, 350 tonnes métriques (soit 1 089 mètres cubes) d'intrants ont été entreposés, et 527 mt (ou 1562 m3) d'intrants ont été transportés pour les partenaires.
- Les besoins dans les autres provinces de la Région (Lomami, Kasaï Oriental etc.) sont à confirmer par les partenaires.

Coordination générale

Une mission conduite par la Coordinatrice Humanitaire, accompagnée du Coordonnateur Humanitaire adjoint et du Chef de Bureau d'OCHA RDC, s'est rendue à Kananga, Tshikapa et Kalemie du 30 janvier au 5 février. Les membres de la mission ont notamment échangé avec des personnes déplacées, victimes de violences et des personnes retournées. Ils ont également rencontré les autorités locales et la MONUSCO, échangé avec des victimes de violences et des retournés, et a rencontré les autorités. Un plaidoyer a aussi été fait en vue de faciliter l'accès humanitaire.

Afin de renforcer la coordination multisectorielle, trois chefs de sous-bureaux OCHA viennent d'être déployés sur le terrain à Kalemie (Province du Nord-Kivu), à Bukavu (Sud-Kivu), et à Kananga (Kasaï Central). Pour cette dernière localité, du personnel national est également en cours de recrutement. Par ailleurs un staff surge chargé de coordination civilo militaire a été mobilisé.

CONTEXTE DE LA CRISE :

La RD Congo est affectée par une crise humanitaire aigue de grande ampleur qui plonge au moins 13,1 millions de personnes (dont 7,7 millions d'enfants) dans le besoin d'assistance humanitaire et de protection, soit près de 14 pour cent de la population. La RDC est récemment devenue le pays africain le plus affecté par les mouvements de population avec 1,7 million de nouveaux déplacés internes en 2017, portant à 4,3 millions leur nombre total sur le territoire (au 30 novembre 2017). Pour 2018, le Plan de Réponse Humanitaire requiert un montant total de 1,68 milliard de dollars américains est pour venir en aide à 10,5 millions de personnes.

Région du Kasaï

L'urgence complexe dans la région du Kasaï a débuté à Tshimbulu (Kasaï Central) avec le soulèvement violent d'une milice locale (Kamuina Nsapu), le 8 août 2016. Depuis lors, cette crise s'est étendue aux Provinces du Kasaï Oriental, Kasaï, Lomami, Sankuru et Lualaba, avec des attaques répétées des miliciens contre des symboles du pouvoir central ainsi que des affrontements entre eux et les forces de sécurité nationales. La détérioration du conflit s'est traduite par des actes violents indiscriminés de plus en plus nombreux à l'égard des populations civiles, de la part de toutes les parties au conflit. Cette crise se traduit aussi par une exacerbation des tensions intercommunautaires préexistantes entre les multiples ethnies de la zone, en lien avec le redécoupage territorial, l'effritement des systèmes de médiation traditionnelle et des structures gérées par le pouvoir coutumier ainsi que la manifestation locale des rivalités politiques au niveau national. La coexistence pacifique est mise à mal entre d'une part les communautés perçues comme soutenant les miliciens et d'autre part celles accusées de soutenir le gouvernement. Cette situation entraîne de multiples déplacements internes de population dans les différentes provinces susnommées ainsi que vers les provinces du Haut-Lomami, du Kwilu et du Kwango.

Province du Tanganyika, Territoire de Pweto (Province du Haut-Katanga), et Territoire de Malemba-Nkulu (Province du Haut-Lomami)

En juin 2017, les conflits intercommunautaires Bantou-Batwa dans la Province du Tanganyika ont pris une nouvelle dimension suite aux incursions des milices du Sud-Kivu au nord du Territoire de Kalemie. Au mois de septembre, les tensions se sont étendues du Territoire de Moba vers la Province du Haut-Katanga (Territoire de Pweto). La crise s'est également étendue à la Province du Haut-Lomami, où le Territoire de Malemba-Nkulu accueille des milliers de déplacés dans un contexte déjà fragilisé par les épidémies et l'insécurité alimentaire. De plus, depuis le dernier trimestre de l'année 2017, le Nord des territoires de Kongolo et Nyunzu (Province du Tanganyika) vit une recrudescence alarmante des violences suite à l'expansion géographique de l'action des milices originaires de la Province du Maniema.

Provinces du Sud-Kivu et Territoire de Kabambare (Province du Maniema)

A la fin du premier semestre 2017, la décision des autorités d'interrompre l'exploitation artisanale des minerais dans la Province du Maniema, a mené à la redynamisation des milices Mayi-Mayi Malaika dans le Territoire de Kabambare, et à la frontière avec le Territoire de Shabunda dans la province voisine du Sud-Kivu. De plus, les déplacements de populations d'ethnie Batwa dans la zone frontalière entre le Sud-Kivu (Territoire de Fizi) et le Maniema (Kabambare) suite à des conflits dans le Territoire de Kalemie (Province du Tanganyika), ont réactivé des tensions intercommunautaires préexistantes avec les communautés d'éleveurs locales. Fin septembre 2017, la Coalition nationale du peuple pour la souveraineté du Congo (CNPS), qui regroupe plusieurs milices, a attaqué la ville d'Uvira, ce qui a eu pour conséquence d'étendre les tensions tout le long du littoral du Lac Tanganyika.

POUR PLUS D'INFORMATIONS, VEUILLEZ CONTACTER :

Dan Schreiber, Chef de la section Coordination, schreiberd@un.org, Tél. +243 81 706 1204

Benedetta Di Cintio, Responsable de l'unité Cycle de Programmation Humanitaire, dicinitio@un.org, Tél. +243 81 706 1212

Mayanne Munan, Responsable de l'unité Analyse stratégique et plaidoyer, munan@un.org, Tél. +243 81 988 9147

Pour plus d'informations, veuillez-vous rendre sur www.unocha.org ou www.reliefweb.int.

Pour être ajouté ou supprimé de la liste de distribution de ce rapport, envoyez un email à : kasendue@un.org